

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Eh bien, monsieur l'Orateur, pour autant que je sache il n'y a pas actuellement de telles négociations entre les deux gouvernements et, de toute façon, nos missions diplomatiques respectives ne sont pas encore à pied d'œuvre. Il se peut très bien que de telles négociations soient engagées. J'ai lu l'information abstraite publiée à ce sujet dans la presse, et où il est question d'un avion-cargo. Le gouvernement canadien n'a pas encore fixé son choix dans ce domaine.

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire si la question de la mise en service d'une telle ligne, unilatéralement ou dans les deux sens, a joué un rôle dans les négociations qui ont précédé l'établissement de relations diplomatiques?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. Bien sûr, nous avons donné des assurances de caractère général quant aux échanges entre les deux pays, sans plus.

* * *

AFFAIRES INDIENNES

L'ACCÉLÉRATION DU PROGRAMME DE LOGEMENT ET LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme il y a un taux de chômage extraordinaire au Canada, surtout chez les Indiens, peut-il dire à la Chambre s'il compte accélérer le programme de logement dans les réserves indiennes cet hiver?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Je crois que ce genre de renseignements doit être communiqué à la Chambre sous forme de déclaration d'ordre général. Le ministre pourrait nous dire s'il se propose de faire une déclaration à ce sujet.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de faire une déclaration à ce sujet. Toutefois, je peux dire à l'honorable député que j'ai demandé à mes fonctionnaires d'accélérer les travaux, de façon à procurer de l'emploi, dès cet hiver, aux Indiens, et nous espérons que ce programme procédera plus rapidement que nous l'avions prévu.

[Traduction]

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, le ministre accorderait-il la priorité aux localités où il s'est construit peu ou pas de maisons au cours des deux dernières années?

M. l'Orateur: L'honorable député fait une suggestion et il doit présumer qu'on en tiendra compte.

[L'hon. M. MacLean.]

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH—LES PERSPECTIVES D'ENTENTE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que la presse spéculait actuellement sur la possibilité ou la probabilité qu'on en arrive à une base d'entente à la conférence des premiers ministres, le ministre est-il en mesure de nous communiquer les renseignements qu'il a reçus jusqu'ici qui puissent assurer à la Chambre qu'une possibilité raisonnable d'entente a percé aujourd'hui?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Eh bien, monsieur l'Orateur, j'attends toujours de Singapour d'autres détails sur la tournure des événements. Je ne suis pas encore en mesure de donner une réponse détaillée mais il me semblerait, d'après ce que nous savons, que la conférence connaîtra un aboutissement favorable et que le Commonwealth survivra comme lui et moi le souhaitons.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, il va de soi que je suis tout à fait d'accord quant à l'objectif poursuivi. Après cette réponse un tant soit peu incertaine où il dit ne pas avoir tous les renseignements, le ministre peut-il nous dire si la base de l'entente s'inspirera d'une certaine déclaration dont a été saisie la conférence des premiers ministres?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, je ne puis donner cette assurance. Je faisais allusion en particulier à la question de la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA QUESTION DE LA GARDERIE D'ENFANTS AU CENTRE DE LA VILLE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Je voudrais lui demander si les représentants de l'Alliance de la Fonction publique du Canada l'ont prié d'ouvrir une garderie d'enfants au centre de la ville pour rendre service aux fonctionnaires et s'il envisage de donner suite à cette demande, étant donné les recommandations fermes qu'à faites à ce sujet la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme.

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble que le député émet une opinion. Dans la mesure où il s'agit d'une question, je ne crois pas qu'il y ait lieu d'y répondre maintenant.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LES NÉGOCIATIONS OUVRIÈRES-PATRONALES À L'USINE DUNLOP DE WHITBY

M. Norman A. Cafik (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre du Travail. Son ministère a-t-il pris des mesures pour offrir son aide dans